

Gouvernance mondiale, gouvernance locale : vers un rôle nouveau des acteurs, des territoires et des États-Nations

Xavier Ricard

Directeur Partenariat international du CCFD Terre Solidaire

Xavier Ricard considère que le territoire constitue un noyau légitime de résistance aux dégradations économiques, sociales et écologiques induites par le modèle de croissance qui a dominé au cours de ces cinquante dernières années, celui de « la main invisible des marchés ». Le territoire représente aussi une alternative majeure pour la relocalisation d'activités, l'apprentissage d'une démocratie délibérative et la constitution de réseaux de solidarité territoriale. A ce titre, le CCFD TS s'est engagé dans des luttes partagées entre acteurs du Nord et du Sud, comme celle concernant l'accaparement des terres agricoles ou les paradis fiscaux, ainsi que des réflexions sur une nouvelles approche de la fiscalité et des systèmes financiers (finance solidaire) et un nouveau regard sur l'agriculture française. Il interpelle à ce titre les entreprises sur leurs responsabilités sociales. Il plaide également pour une prise de conscience en faveur de l'autolimitation vis-à-vis des dépenses de luxe, voire ostentatoires et le renforcement de temps de rencontres propices à un « détour par l'autre ». Cette démarche en faveur du développement territorial exige des compétences nouvelles qu'il conviendrait de développer.

Je voudrais commencer par dire que je trouve très dynamisant ce débat que nous avons aujourd'hui, en pleine semaine de la solidarité internationale, parce qu'il ne vous aura pas échappé que la solidarité internationale en France est un peu en perte de vitesse. Et je suis donc heureux de voir qu'on arrive quand même encore à se rassembler en nombre important ma foi dans une salle qui est comble pour parler de la solidarité internationale.

Le CCFD en sait quelque chose de cette perte de vitesse parce que l'on observe bien que les ressources des ONGS de Solidarité Internationale, et du monde associatif, en général, malheureusement se réduisent au profit d'actions locales, d'actions qui portent davantage sur une solidarité sur le territoire français. Evidemment la crise y est pour quelque chose et les questions qui sont ici évoquées, dans la partie introductive de votre programme, finalement font écho à un certain nombre de préoccupations que nos concitoyens ont, dès lors qu'ils réfléchissent aux problématiques de SI.

Est-ce que c'est efficace ? Est-ce que ça sert à quelque chose ? Est-ce qu'on a appris des leçons de nos échecs ? En définitive, il y a tout une sorte de crise de légitimité aujourd'hui de l'action internationale. Il est vrai que, quand on observe le nombre de personnes qui souffrent de la malnutrition, ou qui sont carrément en situation de famine dans le monde, ce nombre n'a cessé de croître. Aujourd'hui on les compte par milliards, 1 200 000 000 de personnes dans le monde, et donc on n'a pas le sentiment que ce chiffre se réduit de façon significative. Au contraire, il continue à croître.

Donc évidemment il y a quand même un malaise. Et la question, c'est de savoir finalement ce qui dans le monde a mal tourné pour que nous en soyons aujourd'hui à cette situation. Alors, qu'est-ce qui a changé depuis 50 ans ? Puisque la question ici est comment depuis 50 ans les attitudes ont-elles évolué ? Moi, je crois qu'il y a deux choses essentielles qui ont changé. La première, c'est le phénomène de la mondialisation tel que nous l'observons ? C'est-à-dire une interdépendance absolue des sociétés qui maintenant pratiquement met en contact quasi immédiat des individus, des agents économiques situés à des dizaines de milliers de kilomètres les uns des autres. Et il y a un phénomène d'intégration de toutes ces personnes dans un marché très standardisé, très uniformisé, où les facteurs de production sont censés pouvoir être déplacés, réaffectés très rapidement. Ce phénomène d'interdépendance et de standardisation, il est tout à fait contemporain, même si la mondialisation en tant que telle, c'est-à-dire l'intégration progressive de nos sociétés, elle date au moins du XVI^e siècle. Mais la façon dont tout cela a pris maintenant un tour quasi totalitaire, si je puis dire, et quasi immédiat, instantané, ça c'est tout à fait contemporain. Ça c'est un premier phénomène.

Le deuxième phénomène, c'est je pense la découverte de la limite planétaire, la limite de l'écosystème planétaire qui impose à nos sociétés et à nos

économies des contraintes très fortes. Et ces contraintes, il nous apparaît maintenant qu'elles sont indépassables, et qu'elles exigent de complètement réorienter le cours de nos sociétés.

Alors, est-ce que face à cela l'action internationale ou la SI est en mesure d'apporter des réponses ? Je crois que c'est ça la grande question.

Il y a effectivement un acteur central qui apparaît dans cette crise, qui est à la fois la victime et la réponse, c'est le territoire. Pourquoi le territoire est-il victime de ce processus historique ? Parce que précisément il est le grumeau, il est l'élément, disons de résistance, qui empêche ou qui fait obstacle à ce processus d'intégration liquide, dont on souhaiterait qu'il soit aussi liquide que possible. Il y a des très beaux ouvrages sur la société liquide du capitalisme contemporain. On aimerait bien qu'il n'y eut pas de territoire et que l'attribution, l'affectation des différents facteurs de production, donc en particulier des personnes, à des processus de spécialisation dans la division internationale du travail, put être fait absolument indépendamment de toutes les contraintes, héritages historiques qui relèvent de la manière dont les sociétés se construisent dans des lieux particuliers en rapport avec des environnements, avec des écosystèmes, avec des géographies particulières.

Evidemment certains voient l'avenir dans une espèce d'intégration absolue, libre-échangiste, où chaque territoire devrait se spécialiser, donc qui considèrent le territoire comme un ressort de croissance mais à condition évidemment qu'ils n'aient plus qu'une seule activité principale et qu'ils renoncent à toutes les autres. Les territoires, si on les considère dans leurs complexités historique, sociale, et géographique, ils sont un obstacle, ils sont un grumeau, ils sont une résistance à ce processus. Et donc ils posent problème, et il faut absolument essayer de les réduire. Partout on observe des luttes, au nom du territoire. C'est cela qui caractérise les luttes sociales d'aujourd'hui à l'échelle mondiale. Elles ne portent plus seulement sur les intérêts de tel ou tel secteur d'activités, intérêts qui seraient représentés par des catégories de travailleurs, des catégories de populations, mais que ces luttes prennent la forme de plateforme d'acteurs appartenant à un territoire, parlant au nom du territoire, se constituant presque collectivement comme le territoire, du point de vue de son émergence comme sujet politique. Et c'est pour cela que le territoire, tout à la fois victime de ce processus, est aussi la solution. Autrement dit, il y a à l'horizon de nos sociétés, à plus ou moins brève échéance, pour des raisons assez compliquées que je ne vais pas détailler ici, des raisons économiques, des raisons politiques, il y a un processus de relocalisation, il y a un processus de réémergence d'espaces locaux qui en quelque sorte renverse complètement la dynamique d'intégration qui s'est produit depuis 5 siècles mais qui est très accélérée depuis une cinquantaine d'années et donc qui nous oriente vers un monde en réseau. Vous avez tout à fait raison de parler de réseau de collectivités

locales. Moi je parlerais carrément de réseau de territoires vers un monde en réseau, qui fait de ces espaces-là les sujets politiques de l'avenir.

Donc le territoire c'est une question centrale. Mais évidemment ce territoire, si l'on entend le processus de la manière dont je vais le décrire, ce territoire du 21^e siècle il n'est pas du tout retour à des formes de vie autarcique, ou à des formes de repli identitaire parce que ces conditions de possibilités aujourd'hui c'est une réorganisation volontaire, consciente, lucide, de l'ordre mondial. Autrement dit, la réémergence des territoires n'est possible qu'à la faveur d'un nouveau design de la mondialisation. On ne peut pas penser que les territoires, comme cela pouvait être le cas autrefois, vivent en quelque sorte de leur vie, sans avoir connaissance de ce qui se passe à côté. La réémergence de ces territoires sujets d'une espèce de nouvelle organisation, d'une nouvelle architecture économique et politique à l'échelon mondial, elle dépendra d'une volonté absolument affirmée, consciente de réorganiser, de réenchâsser les choses à l'échelle internationale de façon à ce que les territoires puissent exister en tant que tel. Donc autrement dit, elle est une conséquence d'un processus de mondialisation approfondi, nouveau, qui en quelque sorte dépasse les contradictions actuelles et trouve dans une nouvelle forme, dans une nouvelle architecture, une solution à ses problèmes.

Autrement dit encore, ces nouveaux territoires ont besoin de citoyens qui tout à la fois se réinscrivent dans leurs espaces locaux, en reprennent conscience, sentent qu'ils y appartiennent, se réapproprient des dynamiques économiques, sociales, locales, et tout à la fois sont conscients du fait que la pérennité de ces choses-là ne dépend, a, comme condition de possibilité un ordre mondial. Donc, sont tout aussi mondialisés que réenchâssés à l'échelle locale. Donc, il faut favoriser l'éclosion de sujets qui se réenracinent et, en même temps qu'ils se réenracinent, pensent l'ordre mondial comme condition de possibilité de ce réenracinement. Ce n'est pas évident, ces deux choses-là. Ce qui est certain, c'est que toutes ces dynamiques de partenariat de territoire à territoire y contribuent. Parce que précisément dès lors qu'elles reposent sur une espèce d'intérêt mutuel, j'ai bien aimé votre 4^e état de la coopération, elles exigent ce processus d'approfondissement, de réenracinement, en même temps qu'elles nous ouvrent à l'autre, en même temps qu'elles nous interrogent sur les conditions d'un nouvel ordre mondial qui nous permette ce réenracinement. Donc il y a énormément de vertu du point de vue pédagogique, du point de vue de l'éclosion de nouveau sujet, de nouvelles subjectivités politiques dans cette forme de coopération-là. Ce qui est évident c'est que tout cela engage une transformation démocratique profonde. La transformation démocratique profonde en question, c'est celle d'une nouvelle démocratie, alors pas seulement participative, mais ce que Dominique Bourg appelle délibérative, c'est-à-dire une démocratie où les acteurs de la société civile, inscrits dans ces problématiques de territoire, participent mais alors d'une

manière profondément imbriquée, organisée, à la décision collective, et ne sont pas simplement consultés une fois de temps en temps pour donner leurs avis, mais s'imbriquent du point de vue institutionnel dans les systèmes de gouvernance démocratique actuelle. Il y a donc effectivement tout un nouveau maillage politique à imaginer autour des notions de subsidiarité active, autour des notions de démocratie délibérative. Je ne vais pas approfondir ces sujets là parce que ça me mènerait trop loin, mais il faut réenchâsser complètement les échelons, de façon à ce que l'on atteigne l'objectif qui est de relocaliser au maximum les économies, la vie politique. Donc d'atteindre au maximum un objectif de revitalisation de nos territoires. Ca ne veut pas dire qu'on va complètement tout fermer.

Parce qu'il va falloir s'interroger sur évidemment les formes d'approvisionnement en production que nous ne pouvons pas fabriquer sur nos propres territoires. Mais ces formes d'approvisionnement, ces chaînes d'approvisionnement ne doivent pas du tout s'en remettre à une sorte de main invisible qui aurait réponse à tout, mais doivent relever d'accords politiques qui permettent progressivement d'organiser cette imbrication de telle sorte qu'elle repose sur des liens de solidarité absolument assumés, responsables, et non pas sur finalement une sorte d'indifférence générale. Aujourd'hui vous savez, on est dépendant pour nos approvisionnements par exemple dans la région parisienne, pour nos approvisionnements en aliments, on est extrêmement dépendant des productions du sud, notamment de l'Espagne. Personne n'en a conscience, personne n'a conscience du fait que cet état de fait entraîne une coresponsabilité c'est-à-dire que n'on ne peut pas cesser d'importer sans que cela ait des conséquences sur nos voisins espagnols. Ce type de conscience de la dépendance et de ce que cela entraîne du point de vue de la coresponsabilité politique, il faut que ce soit absolument débattu, il faut que cela fasse l'objet d'une explicitation de façon que cela devienne clair pour tous et qu'on puisse réorganiser des rapports entre nos sociétés sur la base de ces négociations assumées en que telles.

Qu'est-ce que ça entraîne comme déficit pour une organisation comme le CCFD TS qui existe justement depuis 50 ans ? Nous avons fêté l'an dernier notre 50e anniversaire, donc nous sommes bien placés pour faire le bilan 50 ans après comme vous nous y invitez gentiment.

Evidemment il y a une première conséquence de tout cela, c'est que on ne peut plus, je parle sous l'autorité de mon président de région, Jean-Marie Larose, qui se fera fort de contredire le modeste salarié que je suis, on ne peut plus penser la solidarité au sud sans penser les actions au nord.

Là il n'est pas seulement question de coopération technique ou d'apport de savoir-faire, il est vraiment question d'alliance politique pour favoriser

l'éclosion de cette nouvelle architecture dont je parlais à l'instant. Il faut que la solidarité internationale soit un combustible, un adjuvant pour des luttes locales. Il faut que l'on trouve dans la solidarité internationale, dans les alliances qu'elle permet, qu'elle autorise, dans effectivement les transferts de savoir-faire qu'elle facilite, qu'elle encadre, des éléments de dynamisation de luttes locales. Je prends quelques exemples de choses que nous essayons de faire dans ce sens à une échelle encore bien modeste mais qui, à mon avis, ont vocation à se développer à l'avenir. Nous organisons ce week-end une rencontre à Dijon sur les problématiques d'accaparement de terres. On sait très bien que ces questions d'accaparement de terres sont des questions internationales qui non seulement concernent l'Afrique subsaharienne, on en parle très régulièrement, mais aussi l'Amérique Latine, mais aussi des zones en Asie, au Vietnam, etc. où nous avons des processus d'appropriation de ressources considérées comme vitales pour l'économie mondiale par des acteurs privés avec la complicité des gouvernements et des autorités locales, malheureusement, pas que les gouvernements y compris les chefs traditionnels. Ce phénomène mondial qui répond à un certain ordre des choses, parce que la raison pour laquelle les ressources deviennent rares, la raison pour laquelle l'économie est de plus en plus vorace en ressource et la raison pour laquelle un certain nombre d'acteurs considèrent comme une priorité absolue, quasiment existentielle le fait de pouvoir faire main mise sur ces ressources ça répond à un ordre des choses. Là encore je ne vais pas rentrer dans le détail parce que là il faudrait que l'on aille très loin sur les dynamiques de croissance et leurs conséquences dans un certain nombre de pays, le caractère justement limité de ces ressources, toute une série d'impasses auxquelles nous parvenons aujourd'hui. Mais il est évident que ces changements ne pourront pas s'opérer seulement au sud. Ils doivent s'opérer au nord et au sud, et il faut que nous en prenions notre part. D'autant que par un phénomène de retour tout à fait intéressant dans l'histoire, ce capitalisme débridé dont on observe les effets, fait retour sur les métropoles qui lui ont donné naissance, qui jusqu'à une certaine époque considéraient qu'elles pouvaient encore le contrôler, et qui en ont d'une certaine manière perdu le contrôle. Elles en ont perdu le contrôle parce qu'elles en ont décidé, pas parce que tout d'un coup ça leur aurait échappé, mais parce qu'elles ont décidé par calcul de laisser les mains libres à cette forme d'organisation qu'est aujourd'hui l'entreprise multinationale, de lui laisser totalement les coudées franches, les mains libres. Même chose pour la finance. Elles en ont perdu le contrôle et donc ces acteurs font retour vers nos métropoles. Finalement adoptent, à l'égard de nos propres sociétés, les comportements qu'elles ont déjà bien rôdés dans les pays du sud où nous les y avons encouragés pendant des années et des années. Donc tout cela fait retour vers nous. Les problématiques d'accaparement des terres, on les observe en Bourgogne Franche Comté, peut-être pas encore dans les proportions que l'on peut observer ailleurs parce que la France est un vieil

Etat et que donc nous avons toute une série de mécanismes qui freine les processus, mais malgré tout ils sont à l'heure et ils répondent aux mêmes logiques. Donc Bourgogne Franche Comté et le Paraguay c'est les mêmes combats. Bourgogne Franche Comté et le Sertão, ou la zone de Paraíba, ou l'Etat de Acre au Brésil c'est la même chose. Donc là, il y a énormément d'actions à mener. Comme j'ai ici encore une fois mon président de région, je ne manquerai pas de signaler l'initiative que nous essayons de développer en Lozère exactement dans la même optique. La Lozère est une zone de France qui connaît un processus de désertification, relative, parce qu'il y a aussi des retraités qui viennent aussi s'y installer, mais disons que ces retraités n'ont pas tout à fait le même rapport au territoire que les actifs qui le quittent. Ces phénomènes de désertification rurale, ces phénomènes d'appauvrissement dans les zones rurales qui sont considérées comme précisément peu compétitives ou jouissant de peu d'avantages comparatifs dans une logique de spécialisation du travail de niveau international, on les connaît ailleurs. La question de savoir que deviennent ces zones rurales est une question qui est posée ailleurs, dans toutes les zones de montagnes en général. D'ailleurs les problématiques de désertification dans les zones de montagne, qui pour des tas de raisons, sont des zones qui posent des difficultés. Elles ont des coûts de production, de transport très élevés qui font que précisément elles sont peu compétitives. On voit que partout dans le monde elles connaissent un exode rural massif. Qu'est-ce qu'on fait ? Pour freiner ça, qu'est-ce qu'on fait pour lutter contre ça ?

Il y a toute une démarche là aussi de résilience des économies locales, de transition des économies locales, à pousser, et nous essayons de le faire avec pour le coup des acteurs du territoire lozériens (intervention le lendemain du volontaire CCFD-TS qui a travaillé pendant près d'un an là-dessus, et qui vous dira à quel résultat nous sommes parvenus au terme de cette expérience). C'est difficile mais ce qui est évident c'est un horizon de mobilisation, la question internationale apparaît comme un référent pour ce genre de dynamique et ça redonne du souffle à la solidarité internationale. Quand je fais des interventions, on en est fait une au mois de septembre et que je vois des paysans lozériens, des entrepreneurs de PME lozériennes qui disent : « mais alors attendez, c'est extrêmement intéressant ce que vous nous dites sur les situations dans d'autres pays, on pourrait s'articuler, il y a des choses à faire ensemble. » Ces gens qui n'avaient pas vocation à s'intéresser à la solidarité internationale, ils n'y avaient pas été préparés, ils n'étaient pas militants, tout d'un coup voient que là il y a peut-être une lueur d'espoir. C'est très fécond. Je n'ai plus que ces deux exemples, je pourrais les multiplier même s'ils ne sont pas encore trop nombreux dans notre réseau mais disons ils commencent à se développer.

Que dirais-je encore avant qu'on ne me coupe la parole. L'autre pan de cette question, j'avais dit qu'il faut se ré-enchâsser dans les territoires, il faut aussi développer une conscience de ce nouvel ordre mondial qui rendrait

possible la survie et même l'épanouissement des territoires. Alors l'action doit être également internationale. Et de fait le CCFD observe, constate, participe, encourage depuis plusieurs années le développement des réseaux internationaux qui justement essayent d'avoir ses deux pieds, un pied très enfoncé dans les territoires, un pied fortement posé sur les dynamiques internationales, évidemment Via Campesina en est un. Des réseaux qui travaillent sur des problématiques de fiscalité, puisqu'il n'y a pas que le problème de la fiscalité locale, il y a un énorme trou qui est la fiscalité nationale voire internationale. Vous savez que nous on a beaucoup travaillé sur la question des paradis fiscaux. La question des paradis fiscaux, ce sont des milliards de milliards, ce sont 125 milliards d'euros qui chaque année disparaissent des budgets nationaux des pays qui reçoivent de l'aide de la part des pays du nord. Parce qu'ils ne peuvent pas collecter l'impôt donc ils ont des trous dans leur budget qui sont à peu près l'équivalent de l'aide internationale qui est versée à ces pays. Donc déjà si on pouvait récupérer ces sommes-là et leur éviter d'aller s'installer, de se fixer sur les paradis fiscaux, on doublerait le montant de l'aide internationale. C'est de l'ordre de 125 milliards d'euros et la totalité de ces avoirs qui sont plus ou moins placés dans ces paradis fiscaux avoisinent les mille milliards d'euros. Vous vous rendez compte des sommes en question, c'est considérable et c'est un argent qu'il faut absolument que l'on arrive à récupérer.

Donc toutes ces questions-là, la façon dont les problématiques internationales s'inscrivent dans des logiques de développement local, c'est très important également. Quand je disais que il faut trouver la manière de forger de nouvelles subjectivités, moi je crois profondément que il y a quelque chose de l'ordre de la conversion dans ce que j'appelle de mes vœux parce que je pense que cette nouvelle façon de concevoir la vie à venir, une vie frappée au sceau de la résilience locale, frappée au sceau de l'équilibre, de la question de la limite, frappée au sceau d'une forme d'autolimitation de renoncement mais un renoncement qui est force de joie, qui est force de richesse d'une autre nature. Comment faire pour que des personnes se reconnaissent dans un imaginaire de cette nature alors qu'aujourd'hui tout est fait pour qu'au contraire nous croyions que nous sommes appelés à davantage de croissance, davantage de luxe, davantage d'ostentation ? Et bien je crois que le détour par l'autre, le détour par des sociétés qui sont très éloignées de nous est un détour très fécond. Au CCFD-TS on essayent de développer de manière de plus en plus systématiques des temps d'immersion qu'on entend comme des temps de rencontre mais qui ne se limitent plus à des petits voyages d'une semaine ou dix jours, qui doivent effectivement prendre le temps pour que on puisse être transformés de l'intérieur dans notre façon de regarder d'observer de comprendre le monde. Evidemment de ce point de vue il y a énormément de lieux qui sont, parce qu'ils présentent avec nous un écart différentiel, comme aurait dit mon grand maître à penser Claude Levi-Strauss, des écarts différentiels maximum et bien nous aident tout

d'un coup à nous rendre compte de la relativité absolue de notre point de vue sur les choses, du fait qu'il y a une manière totalement différente de les envisager.

Tout ce que je viens de dire, qui sont de nouvelles orientations d'ordre un peu politique pour le CCFD-TS a des conséquences techniques. Alors comme je suis avec des techniciens, j'aurais voulu les développer, mais je ne vais faire que les citer. Une conséquence technique première, c'est que les chargés de mission du partenariat international au CCFD-TS qui jusqu'à présent étaient compétents pour l'accompagnement et le suivi de projets au sud, deviennent ce que j'appelle les acteurs de la mise en tension entre le nord et le sud. Ca change tout. Parce qu'ils ne sont plus seulement les yeux rivés sur les dynamiques locales au sud, ils essaient d'articuler cela de la façon la plus féconde possible avec des problématiques sociales de transformation sociale ici au nord. Je ne résiste pas à l'idée de vous en citer un exemple de cela, c'est la région Bretagne. On a fait il y a quelques années une campagne sur « Le soja ça ne nourrit pas son monde » ou « Les agro-carburants ça ne nourrit pas son monde », avec les problématiques de développement des agro-carburants dans les pays du sud, en Argentine, au Paraguay. Il n'y a pas que les agro-carburants, il y a effectivement le soja dont je parle à l'instant qui est consommé à hautes doses par les éleveurs bretons. On peut aborder la chose en disant, les gars c'est mal ce que vous faites il y a des conséquences au sud, il faut arrêter ça parce que vous voyez bien que le développement de la monoculture de soja dans les pays comme l'Argentine ou le Paraguay ça met finalement en difficulté les paysans, ça les accule à la misère, ça les oblige à quitter leur terre, il y a de violence énorme qui s'exerce à leur rencontre. Mais évidemment si on ne s'intéresse pas parallèlement à la question de quel est l'avenir de l'élevage en Bretagne, comment est-ce que vous allez faire pour renoncer à la consommation de soja à hautes doses ? La Bretagne est le premier consommateur de soja au niveau mondial, et quand on commence à regarder cela on s'aperçoit que c'est la conséquence de choix de spécialisation des territoires en France, spécialisation et territoire entendu dans ce sens de la mono spécialisation dont je parlais tout à l'heure. Et bien il faut s'intéresser forcément à la question de l'agriculture en France. On ne peut pas renoncer à une analyse des perspectives des refondations des systèmes agricoles, agriculture élevage en France. Et du coup le chargé de mission ne peut plus s'intéresser qu'aux conséquences du développement du soja en Argentine, au Paraguay, il doit aussi entrer en dialogue, prendre langue avec la Chambre de Commerce de la région Bretagne, la Chambre d'agriculture, la FSNEA, l'ensemble des agriculteurs, les forces qui représentent l'alternative en matière d'avenir de l'agriculture française, et il n'y a pas que la Confédération Paysanne, il y a des quantités de réseaux associatifs qui portent là-dessus. Ca change complètement sa posture. Ca veut dire aussi que les bénévoles du CCFD, il y en a 15 000 en France, quand ils commencent à se dire comment nous allons organiser nos actions de développement etc. au lieu de se dire cette année c'est

le tour de la Thaïlande, l'année dernière c'était le Mali, on prend en quelque sorte dans la grande boîte à chaussures du CCFD-TS, on prend alternativement tel ou tel partenaire, ils doivent s'inscrire dans un diagnostic de leur propre territoire. Ça veut dire des compétences en matière d'accompagnement pour que ces bénévoles puissent réaliser des diagnostics territoriaux et se mettre en rapport avec des acteurs du territoire qui ne sont pas des acteurs de la solidarité internationale avec lesquels on avait l'habitude de discuter comme nous le faisons aujourd'hui parce que là nous sommes dans la semaine de SI, donc avec des tas de gens que nous avons l'habitude de fréquenter, et bien là on se trouve obligé de aussi prendre langue avec des acteurs que nous n'avions pas l'habitude de fréquenter. Et ils sont davantage investis dans des questions de développement local. Donc toute une série de compétences nouvelles que nous devons absolument développer. Cette transition que nous appelons de nos vœux dans la mesure où elle doit être mondiale sinon elle ne sera pas, ça nous oblige aussi à développer des compétences en matière de modélisation économique à grande échelle. Ça veut dire réfléchir à la façon dont dans le monde une transition de cette nature pourrait s'opérer. Qui produirait quoi quel flux pour quelle zone comment se réalise les échanges, le type de valeur ajoutée que cela produit, le type de distribution des richesses que cette valeur ajoutée autorise ? En quelque sorte il y a toute une espèce de réorganisation du corpus théorique du développement qui est absolument nécessaire aujourd'hui Sans prétendre dire que le CCFD-TS aurait la vocation d'être le think-tank qui produira l'ensemble de ce nouveau cadre théorique et de modèle, nous devons y prendre part. Nous sommes obligés d'avoir au moins les outils nous permettant de participer à la discussion. C'est considérable en termes d'approfondissement de nos compétences, de notre compréhension des enjeux économiques aujourd'hui.

Deux derniers points avant de terminer.

Les acteurs de cette intégration mondiale, ce sont les entreprises. Les Etats leur ont donné les coudées franches pour se faire. Les entreprises ont aujourd'hui bien souvent des ressources supérieures à celles des Etats. Dans beaucoup de pays c'est le cas. Même en Europe, si vous voyez la fortune de MITAL, c'est aujourd'hui d'actualité, sa fortune personnelle est de l'ordre de 40 milliards d'euros, l'équivalent du trou de la Sécurité Sociale ou à peu près. Vous vous rendez compte des sommes en jeu. Regardez la difficulté avec laquelle le gouvernement français entame les négociations avec MITAL. Il faut interpeller les entreprises et les interpeller directement, parce qu'elles n'ont pas directement à ces problème. Elles ont finalement à termes plus à y perdre qu'à y gagner, même si en apparence, elles sont les grands vainqueurs de ce processus, s'il conduit à une crise généralisée, à des problèmes d'appauvrissement général des populations, elles auront aussi des difficultés à fixer le capital et à poursuivre dans une logique d'accumulation. Donc elles sont aussi en quelque sorte acculées. Il faut savoir regarder cela de ce point de vue. Nous, nous avons

aujourd'hui pris le parti d'interpeller directement Michelin, intéressant cas, la France a part directement à ces processus d'intégration avec les conséquences que l'on sait d'accaparement de terres, l'entreprise Michelin a développé en Inde un site de production. Elle l'a fait au mépris des droits des populations locales avec la complicité du gouvernement indien. Nous considérons que le fait que le gouvernement indien ait en quelque sorte contrevenu à sa propre législation, n'est pas un argument qui exempterait Michelin en responsabilité dans cette affaire. Nous avons saisi le point de contact national de l'OCDE qui est une instance extra judiciaire qui relève quand même de l'OCDE, c'est un organisme international pour exiger de Michelin qu'elle respecte les droits élémentaires des Droits de Homme et l'ensemble des droits économiques, sociaux, culturels, environnementaux qui sont ici mis en cause par l'implantation de l'usine de Michelin. C'est une manière de travailler tout à fait nouvelle pour le CCFD-TS. Jusqu'à présent, notre objectif c'était d'obtenir des grandes régulations internationales, nos cibles c'était plutôt les OI, nous n'avons jamais pris le parti d'interpeller directement des entreprises. Cependant, nous sentons bien que la voix institutionnelle qui passe par l'ONU en perte de vitesse, la CNUCED qui n'existe plus, elle est quand même extrêmement fragilisée aujourd'hui et qu'à moins de montrer du doigt les responsables des phénomènes actuels et de les engager à changer complètement de posture, nous n'y parviendrons pas. Donc de nouvelles compétences en matière de plaidoyer, en matière d'analyse des cycles économiques et des contraintes de l'entreprise, c'est nouveau. Ca relève aujourd'hui du champ de la SI, ce n'est pas un truc à côté.

Enfin, il faut développer de nouvelles ressources pour financer cette transition à l'échelle mondiale. Je crois que la question du système financier en général, est une question absolument centrale, pour des tas de raisons dans lesquelles je n'entrerai pas, mais il faut réussir à réorienter l'épargne et l'investissement vers les secteurs qui sont les secteurs d'avenir et les besoins réels des populations. Il y a un secteur de la finance qui nous aide à faire ça c'est la finance solidaire. La finance solidaire ne doit pas rester une niche, réservée à des gens particulièrement généreux et qui placent avec évidemment un certain nombre de sacrifices leurs épargnes dans des canaux de finance solidaire. Il faut que les expériences de finance solidaire nous servent à repenser le système économique, le système financier à l'échelle internationale. Il faut en tirer des leçons qui soient généralisables. Donc la finance solidaire aujourd'hui c'est des compétences nouvelles également parce que là ça veut dire penser système, que nous développons au CCFD-TS.

Voilà un peu l'ensemble des questions qu'à mon avis se pose et qui font que la problématique du développement tel que vous l'avez brillamment formulé dans l'introduction du programme de cet après-midi, est modifié et transformé après 50 ans d'expérience, 50 ans de développement depuis l'après-guerre.